

Un «historien-procureur» qui ne mène qu'une instruction à charge contre la Suisse!

Dario Gherli : *La Suisse et l'Italie. 1923-1950. Commerce, finance et réseaux*. Neuchâtel, Alphil, 2007. 608 pp.

En 2006, Dario Gherli soutient à l'Université de Lausanne une thèse de doctorat en histoire, élaborée dans la foulée des rapports de la Commission Bergier, sous la direction de Hans-Ulrich Jost, un historien "critique" bien connu. Celui-ci n'a-t-il pas prétendu dans un texte scientifique que la seule action intelligente du général Guisan avait été d'épouser une femme riche! Cela pour dire que *La Suisse et l'Italie. 1923-1950* apparaît comme une instruction à charge qui entend démontrer un cas de "colonialisme" helvétique aggravé par une complaisance envers le fascisme. Encore un cas d'auto-flagellation! Espérons que les nombreuses données statistiques contenues dans le livre sont irréfutables...

A en croire Gherli, les autorités politiques suisses, le commandement militaire, les dirigeants de l'économie, les chefs des grandes entreprises, désireux de faire de juteux bénéfices, se montrent se prosterner, voire se prostituent devant l'Allemagne nazie et l'Italie. Carl Jakob Burckhardt, président du comité international de la Croix-Rouge, se montre encore louangeur face à la république sociale italienne en février 1945! Les internés militaires italiens, en 1943, sont mal reçus et exploités. La neutralité n'est qu'un "bouclier bardé de paroles humanitaires afin de dissimuler l'épée agressive de la politique commerciale", une des caractéristiques du capitalisme suisse. Le retour à la neutralité intégrale en 1938 aligne le pays sur les dictatures allemande et italienne où les milieux d'affaires ont de gros intérêts.

L'Italie achète à crédit en Suisse, surtout des armes et des munitions, d'autres produits d'importance militaire, des machines-outils; une grande partie des crédits fédéraux au clearing tombe dans la poche du fabricant d'armes Emil Bührle. Cette thèse reprend un mythe très vivace à propos du service suisse à l'étranger entre le XVIe et le XIXe siècles, "Pas d'argent, pas de Suisses".

"Entre 1940 et 1944, le pays de l'axe absorbe 84% des exportations suisses de matériel de guerre, contre 8% aux alliés et 8% à d'autres pays." C'est une citation de Peter Hug, autre historien "critique" bien connu comme historien-procureur, une référence comme Giorgio Rochat, l'historien communiste italien, fort critiqué. "Dès l'ouverture des hostilités, l'économie helvétique s'aligne sur les marchés des puissances de l'Axe." Après la chute de Mussolini et son retour à la tête de la République de Salò, les autorités suisses entretiennent encore d'importants rapports "confidentiels" avec les néofascistes, elles contribuent "au pillage de l'Italie du nord, dans la mesure où elles ont autorisé des transactions fort douteuses entre la Suisse et la République de Salò", qui profitent avant tout à la Wehrmacht. Lorsqu'il s'agit d'argent, elles n'hésitent pas à jouer un double jeu vis-à-vis de l'Italie déchirée par la guerre.

Gherli passe sous silence le fait que la Suisse est encerclée par l'Allemagne et l'Italie, que les exportations vers la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis doivent obtenir l'autorisation de ces deux Etats, qu'en période de conflit, tout produit, même le chocolat et le lait condensé, servent à l'effort de guerre des belligérants, qu'en fait il n'y a pas d'exportations innocentes. Pour des raisons morales, l'Etat neutre devrait-il accepter de ne plus rien exporter, partant paralyser l'ensemble de son économie et ne plus obtenir les indispensables importations?

Si les autorités suisses refusent des demandes allemandes ou italiennes, c'est sous la pression des Anglo-américains, dès le moment où ceux-ci apparaissent comme les vainqueurs de la guerre. En 1944-1945, elles cherchent d'ailleurs à cacher aux alliés les preuves de leurs compromissions avec l'Axe.

Les achats d'or à l'Allemagne s'inscrivent dans un jeu subtil et ambigu, "destiné trop souvent à dissimuler aux yeux du monde le pillage criminel de l'or d'autrui au profit de l'Allemagne nazie. (...) la place financière helvétique a rendu d'immenses services à l'Allemagne nazie, mais aussi à l'Italie fasciste. (...) le commerce de l'or entre la Suisse et les alliés occidentaux n'a pratiquement aucune portée stratégique." En 1945, les Suisses dupent les Alliés en leur faisant croire qu'ils vont pleinement collaborer au programme "Safhaven" lancé à Bretton Woods, alors qu'ils achètent encore trois tonnes d'or allemand en avril 1945 et qu'ils refuseront de coopérer à l'identification des biens allemands déposés en Suisse. Vu ses idées préconçues, Gerardi ignore le professeur Marguerat, le spécialiste reconnu de la question, qui met en évidence une réalité bien différente!

Le secret bancaire sert à couvrir l'importance des fonds allemands et italiens en Suisse et une évasion fiscale massive en provenance des puissances de l'Axe. Les milieux bancaires se font les complices des nazis, des fascistes, des patrons, des banquiers allemands et italiens; ils imposent aux autorités fédérales la nomination du ministre Peter Vieli comme ministre à Rome, "un homme compromis sur le plan politique, proche de l'extrême droite." En 1945, les avoirs italiens en Suisse ne sont pas dénombrés, bien que de hauts dignitaires fascistes y aient placé une partie de leur fortune mal acquise.

Contrairement à ce qu'a prétendu Georges-André Chevallaz, l'Italie n'a jamais envisagé d'envahir la Suisse et, en 1940, l'Allemagne n'a pas, non plus, d'intentions agressives contre son petit voisin. Les plans italiens s'inscrivent dans le système défensif prévu en cas de violation de la neutralité de la Confédération par la France. Une façon de suggérer l'inutilité de l'effort de défense national!

En 1945, Roger Masson, chef du Service de renseignement, semble impliqué dans une opération visant à provoquer des troubles en Italie du Nord, afin d'obliger les Alliés à intervenir et à mettre hors jeu le parti communiste. Même le major Weibel n'échappe pas aux foudres de l'historien-procureur. La médiation de l'officier suisse n'a pas écourté de manière significative la Seconde Guerre mondiale, elle est "une fameuse illustration de la manière dont la Suisse parvient à s'insérer dans les grandes affaires internationales et à défendre par la même occasion ses intérêts à l'étranger."